Vaux-le-Pénil , le 18 octobre 2023,

Chère, Cher camarade,

sur l'actualité, la journée du 7 octobre a été caractérisée par l'horreur des massacres terroristes du Hamas à l'encontre de civils israéliens, des adultes, des vieillards, des enfants et même des bébés. La condamnation de ces actes barbares quasi unanimes ne nous fait pas confondre un acte de résistance avec la légitime revendication des palestiniens de vivre libres dans un État palestinien de droit , en paix et en sécurité à côté d'un état israélien sur la base des accords d'Oslo de 1993 avec la reconnaissance des frontières de 1967, telle que l'acte la résolution 242 de l'ONU.

La riposte Israélienne du gouvernement d'extrême-droite doit être condamnée tout autant, il s'agit de la vie de millions de palestiniens dont des centaines de milliers d'enfants ainsi que de la sécurité de civils israéliens. Nous poursuivrons inlassablement l'horreur de la colonisation inhumaine que fait subir le gouvernement d'extrême-droite israélien aux populations palestiniennes. Le diktat de Netanyahou fait aux populations palestiniennes de quitter le nord de la bande de Gaza n'est pas sans rappeler le traumatisme de la Nakba de 1948.

Cet engrenage mortifère peut engendrer un embrasement de la région avec les menaces de l'Iran, du Hezbollah libanais et du Jihad islamique dont il semblerait qu'il soit à l'origine du tir meurtrier sur un hôpital à Gaza.

Nous portons l'exigence d'un cessez le feu immédiat pour garantir l'aide humanitaire, la sécurité et la vie de millions de personnes sous l'égide de l'ONU. Les autorités internationales, le conseil de sécurité, la France doivent retrouver urgemment le chemin de la paix et du respect du droit international. Ce chemin doit faire plier le gouvernement de Netanyahou, les colons orthodoxes, les milices du Hamas et de l'organisation palestinienne du Jihad Islamique qui s'auto-alimentent pour ne pas atteindre l'objectif humaniste de la reconnaissance de deux états vivant en paix et en sécurité.

Une résolution du conseil national a été adoptée Israël-Palestine : ensemble, pour la paix et la justice !. Une initiative à l'appel du parti à la Bellevilloise à Paris est organisée mardi 24 octobre à 19h30 pour défendre la paix et l'application des résolutions de l'ONU. Nous devons faire de cette initiative une réussite.

Cette actualité terrible fait oublier la guerre en Ukraine, celle du Haut Karabash avec son nettoyage ethnique du peuple arménien, sans évoquer celles dont on ne parle pas en Birmanie, au Yémen, au Soudan, au Congo, au Sahel, celle que subit le peuple kurde en Iran, Syrie et Turquie.

L'autre actualité brûlante est l'attentat commis en France avec l'assassinat du professeur Dominique Bernard presque 3 ans après celui de Samuel Paty par un jeune radicalisé islamiste dont le parcours de vie et le contexte familial relance les amalgames avec l'immigration. C'est également l'attentat commis par un islamiste en Belgique contre des supporters suédois à la suite de corans piétinés et brûlés par deux réfugiés irakiens en Suède.

Ce terrible attentat oblige le gouvernement à redonner les moyens à notre école républicaine , laïque, gratuite qu'ils soient dans la reconnaissance du monde enseignant par sa quantité, sa qualité de formation et ses salaires, qu'ils soient dans la gestion des établissements. C'est parce que l'école publique laïque est le meilleur rempart contre l'obscurantisme qu'elle est la cible des fanatiques religieux. Il faut donc lui accorder toute la protection nécessaire avec des moyens humains et pédagogiques.

Les Manifestations du 13 octobre contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes ont rassemblées 200 000 participants en France selon les organisations syndicales. Ses actions visaient avant tout à engager un bras de fer avec le gouvernement quelques jours avant la conférence sociale sur les bas salaires, promise par Emmanuel Macron, et chapeautée par Élisabeth Borne. Mais dans une actualité internationale et nationale particulièrement chargée avec, notamment, l'attentat terroriste d'Arras, cette journée d'action est passée sous les radars. Les 6 mois de lutte contre la réforme de la retraite et les difficultés dues à l'inflation ont sûrement laissé des traces dans les mobilisation.

Dans notre département, les salariés de GXO Réau 77 sont en grève depuis mardi de la semaine dernière sur la question de la rémunération et d'une prime de production qu'ils n'arrivent pas à percevoir. En effet cette prime de 200 € brut est constituée de critères de production impossible à atteindre, des objectifs de sécurité et des objectifs de qualité. Cette prime est vitale pour la majorité des salariés grévistes qui sont payés au SMIC alors qu'ils sont qualifiés et ont une bonne expérience professionnelle. Des travailleurs sans papiers sont en grève sur le site de RHTT à Pontault-Combault. Un camarade Jacques Jaspierre est allé voir pour apporter notre soutien mais l'agence a été fermé de façon exceptionnelle. Souvent l'intérim permet de masquer la surexploitation des sans papiers comme cela a été le cas sur le site de tri et de valorisation des déchets à Vaux-Le-Pénil. La société SMR Motherson à Dammarie-Lès-Lys va subir un PSE qui va conduire à la fermeture du site en mars 2024 avec 200 salariés sur le carreau.

Je passe aux **sénatoriales**, comme vous le savez la seine-et-marne retrouve un siège de parlementaire communiste avec Marianne. Elle vient renforcer les rangs du groupe communiste au Sénat qui a progressé de 3 sièges 4 victoires pour deux sièges en moins qui étaient attendus en Seine-Saint-Denis et dans le val-de-marne et qui accueille le nouveau sénateur de la Nouvelle-Calédonie. Au regard des résultats seine-et-marnais, seul l'agencement de la liste de rassemblement de la gauche, des écologistes et des citoyens conduite par Vincent Eblé a permis de conquérir un siège supplémentaire à gauche. La gauche, dans son ensemble progresse par rapport à 2017 (877 voix en 2023 contre 816 en 2017). Notre liste fait mieux que la liste de la macronie en 2017 arrivée deuxième.

Malheureusement, la montée du RN en Seine-et-Marne se poursuit avec l'élection d'un sénateur, qui vient après la victoire de la députée RN face à la candidate FI sur la 6e circonscription (413 voix en 2023 contre 107 en 2017 la liste était conduite par un LR dissident conseiller départemental et maire du Vaudoué). La liste du RN s'est construite en 2023 autour de leur leader seine-et-marnais avec d'anciennes personnalités de la droite du RPR et de l'UMP faisant rompre un peu plus la digue entre la droite et l'extrême-droite. Nous craignions avant le vote une forte progression du RN, elle est au-dessus de nos prévisions. Nous devons faire une analyse fine de cette progression. Marine Le Pen à l'élection présidentielle sur la Seine-et-Marne de 2017 fait 17,65% des inscrits avec 155521 voix, en 2022 elle fait 17,31% des inscrits , soit moins qu'en 2017 et 155738 voix. Il y a, en fait, une stagnation du RN, mais elle devient crédible comme principale force de contestation au système en analysant les seconds tours électoraux. La digne républicaine cède entre la droite et l'extrême droite mais pas seulement.

La liste de la majorité présidentielle perd 242 voix sur 2017 et préserve un seul siège. Seul le maire de Melun et président de l'agglomération melunaise est élu. Son élection va engendrer des modifications dans ces exécutifs, sans en changer la substance.

La droite LR perd un siège et 200 voix par rapport à 2017. L'ensemble des listes divers droite progresse quasiment de 200 voix. Cette dispersion peut expliquer la perte de ce siège pour les LR et le gain du siège à gauche.

D'ailleurs si la droite avait été unie et que LFI n'avait pas déposé de liste au dernier moment divisant la gauche, la somme arithmétique, qui ne correspond peut-être pas la somme politique aurait conduit à ce qu'il n'y ait pas de sénateur du RN.

Européennes 2024

Ce week-end s'est tenue notre conférence européenne. Julien et moi étions présents et nos autres membres du conseil national pouvaient la suivre en visio.

Nous avons eu deux conseils départementaux et une assemblée des communistes pour réfléchir sur la trame stratégique et programmatique qui nous a été proposée avec Léon Deffontaines comme chef de File.

De cette conférence résulte une résolution intitulée : **Faire entendre la voix de la France pour une Europe de peuples libres, souverains et associés**

Ensemble, pour le progrès social, la démocratie, la justice climatique, le pain et la paix !

Nous voulons une Europe au service de la démocratie, de la paix, du progrès social et du climat, libérée du poids de la finance et des logiques capitalistes. Force est de constater que l'Union européenne n'a pas su apporter la paix et n'est pas en mesure de relever les défis de l'émancipation sociale, humaine et du climat. C'est l'échec d'une orientation néolibérale martelée dans les traités européens auxquels nous nous sommes toujours opposés. Pour les élections européennes de juin prochain, nous nous engageons donc avec cette ambition dans la constitution d'une liste de large rassemblement, ouverte à l'ensemble des forces progressistes et des représentant·es du mouvement social. Nous y défendrons douze priorités

1. Pour le respect de la souveraineté des peuples
2. Pour une nouvelle politique énergétique
3. Pour une nouvelle politique commerciale et une nouvelle industrialisation
4. Pour que l'argent soit au service des peuples, pas du capital
5. Pour le développement des services publics démocratisés et émancipés des critères du marché.
6. Pour une souveraineté agricole et alimentaire.
7. Pour l'égalité femmes-hommes.
8. Pour la mise en chantier d'un nouveau traité européen, grâce à la réunion d'une Assemblée des peuples d'Europe, constituée des forces vives des nations européennes.
9. Pour la défense de la démocratie locale et des services publics : de nouveaux financements européens en direction des collectivités territoriales.
10. Pour la construction d'un espace méditerranéen de coopération et de paix.
11. Pour la paix et la sécurité collective
12. Pour que l'Union européenne contribue à un autre ordre du monde

Ces priorités ne sont pas un programme européen mais elles constituent l'orientation

politique sur laquelle le PCF entend construire une liste de large rassemblement. Nous portons l'ambition de faire entendre une voix forte au Parlement européen et contribuer à l'avenir du groupe « The Left », selon des modalités de fonctionnement confédérales.

Pour lancer la constitution de cette liste, la conférence propose de :

• Désigner Léon Deffontaines comme tête de liste. Cette proposition sera soumise au vote des communistes, du 9 au 12 novembre. Vous avez le bulletin de vote sur les tables.

• D'engager un dialogue avec les forces progressistes, avec toutes celles et tous ceux qui, actrices et acteurs du mouvement social, de la culture et de l'émancipation, souhaitent s'engager sur ces bases politiques et porter au Parlement européen les revendications du monde du travail et de la création.

• Mettre en place un comité de campagne, avec Ian Brossat comme directeur de campagne, ainsi qu'un comité de soutien.

• Lancer une campagne contre la vie chère et l'austérité, pour l'emploi, l'augmentation des salaires et des retraites. Cette campagne s'appuiera notamment sur le renforcement des services publics et le développement des pré-recrutements dans la fonction publique.

• Fixer un point d'étape aux CN du 19 novembre et du 9 décembre sur le déploiement de notre campagne, la constitution du programme et l'élaboration de la liste.

Cette résolution a été adopté à près de 94%.

Nous allons dès demain envoyer cette résolution et les premières contributions thématiques des commissions nationales à l'ensemble de nos adhérent.e.s pour qu'ils et elles aient tous les éléments pour pouvoir voter en lien avec leur section en rappelant que le vote n'est ouvert aux adhérent.e.s à jour de leur cotisation. La liste sous format excell sera envoyée d'ici la fin du mois et pourra être mise à jour jusqu'au jour du vote. Le bulletin de vote sera également envoyé et sera téléchargeable sur le site de la Fédération. La résolution et les contributions sont en ligne.

Le conseil national de dimanche a validé ces propositions pour les élections européennes.

Il a validé une déclaration à 92,8% qui veut ouvrir une nouvelle page du rassemblement de la gauche et des écologistes ! Le comportement insultant et autocrate des dirigeants de la france insoumise et de Mélenchon à l'égard des autres partenaires de la Nupes n'est plus supportable, ni à la hauteur du rassemblement de la gauche et des écologistes. Il est temps d'ouvrir une nouvelle étape pour la gauche avec un nouveau type d'union, permettant le débat entre nous comme avec les citoyen·nes et les organisations syndicales, avec un projet de transformation sociale, ambitieux, utile, à vocation majoritaire dans le respect de chacun.

A la suite de cette déclaration , EELV a fait un communiqué pour redéfinir la Nupes en souhaitant organiser une assemblée générale des 151 député.e.s composant la Nupes. De son côté , le conseil national du PS a validé un moratoire sur sa participation à la Nupes. L'hégémonie, l'irrespect et l'absence de condamnation des attaques terroristes du Hamas dans leur communiqué de samedi et la persévérance dans ce sens lors de la conférence de presse du groupe insoumis à l'assemblée par la voix de Mathilde Panot ne permettent plus d'avoir des relations viables au sein de ce rassemblement. Une quinzaine de député.e.s insoumis semble être prêts à reconstruire un inter groupe respectueux et constructif.

Concernant notre fédération sur la vie du parti, nous sommes à 73 adhésions avec quelques unes en cours de validation.

les initiatives du parti à poursuivre et à venir

La signature de la pétition sur la vie chère et l'augmentation des salaires et des pensions doit se poursuivre, plusieurs sections sont à l'œuvre mais nous ne sommes pas à la hauteur. Cette pétition s'inscrit dans notre bataille de renforcement et dans les actions concrètes.

Ce week-end, nous avons notre formation de base à la fédération et les cérémonies d'hommage aux fusillés de Chateaubriand

Le 6 novembre sera présenté notre plan climat : Empreinte 2050

Le 18 novembre se prépare une action nationale du parti devant Bercy le ministère des finances sur le pouvoir d'achat

Derniers points sur nos commissions , les finances et la fête de l'Humanité si des responsables veulent s'exprimer et nous informer après l'intervention de Rémy

la date du repas de fin d'année

Merci de votre attention